
Étude des crédits 2013–2014

Demandes de renseignements **généraux et particuliers** de l'opposition adressées à
Services Québec

SERVICES QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉE À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

NOTE :

Cette demande de « renseignements généraux » s'adresse à tous les ministères et autres organismes tels les offices, régies, sociétés, conseils, secrétariats, commissions, agences régionales de développement des réseaux locaux de services de santé et de services sociaux, et commissions scolaires.

1. La comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire :

- entre les crédits déposés à l'Assemblée nationale en avril 2012 et ceux proposés par le nouveau gouvernement pour l'exercice budgétaire 2013-2014.

2. L'ensemble des coûts afférents au changement de gouvernement notamment :

- les coûts reliés au changement de structure administrative, ministérielle (publicité, affichage, logo, site internet, pancarte, courrier, enveloppes, entêtes, cartes d'affaires etc.);
- les coûts administratifs, les coûts de transition, les frais de communication;
- les coûts reliés à la suppression ou l'ajout de toute information
- les coûts reliés aux photos officielles; et
- tout autre coût le cas échéant.

3. Liste des voyages Hors Québec pour l'année financière 2012-2013 :

- les endroits et dates du départ et du retour;
- une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission; les personnes rencontrées;
- le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant;
- les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage;
- la copie des rapports de mission;
- les investissements annoncés, le cas échéant.

4. Pour chaque voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère fait au Québec pour l'année financière 2012-2013 de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes :

- l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- les coûts ventilés;
- le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

5. Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :

- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;

- le nom des firmes de publicité retenues;
- le nom des fournisseurs;
- le mode d'octroi de chaque contrat;
- le but visé par chaque dépense;
- pour chaque dépense en commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

6. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;
- le but visé par chaque dépense;
- s'il y a lieu, préciser pour chaque contrat octroyé dans le cadre d'un événement : le nom du professionnel ou de la firme; le coût, y compris les avenants et/ou suppléments; la date; le mode d'octroi.

PLQ: le nombre d'événements ventilé par type d'événements.

7. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisés par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014;
- le but visé par chaque dépense;

Organisés par une firme externe :

- les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014;
- le nom de la ou des firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs;
- le but visé par chaque dépense;

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- l'échéancier;
- le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

9. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- le nombre d'autorisations;
- le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le montant accordé;
- les motifs de la demande;
- tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel depuis le 31 août 2012 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

11. Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.

12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié depuis l'année financière 2003-2004, indiquer :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- le coût initial prévu pour la réalisation du projet;
- les plus récentes estimations du coût du projet;
- les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet (incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.

13. Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, le montant, pour l'année 2012-2013 (et ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- le mobilier de bureau;
- l'ameublement;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec.

PLQ:

- les distributeurs d'eau de source;
- location et entretien des plantes incluant les plantes artificielles;
- location et entretien de la machine à café;
- location ou achat d'encadrement;

14. Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et pour le ministère et les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2012-2013, de chacune des dépenses suivantes liées à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés;
- le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;

- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- le nombre de minutes utilisées.

PLQ :

- les coûts de résiliation;
- les ordinateurs portables.

15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); **35 ans et plus;**
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); **35 ans et moins;**
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre total et la ventilation du nombre de jours de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme en relevant, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale et régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

16. Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 (PLQ: les indemnités de retraites qui seront versées);
- b) nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) nombre de départs à la retraite prévus pour 2013-2014 et 2014-2015 (PLQ: les indemnités de retraites qui seront versées)
- d) nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- le coût de la location;

- le coût de location au mètre carré;
- la superficie totale pour chaque local;
- la superficie totale réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le propriétaire de l'espace loué;
- la durée du bail;
- les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2012.

PLQ: le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

18. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1er avril 2011 à ce jour.

19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2012-2013, en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- la liste du personnel politique incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1er avril 2012;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

20. Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère, en indiquant :

- le nom de l'organisme ou de la personne concerné;
- la circonscription électorale;
- le montant attribué;
- le détail du projet visé et le but poursuivi par l'organisme;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de mise en disponibilité;
- les prévisions pour 2013-2014.

22. Pour chaque ministère et organismes, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2011-2012

23. Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme, incluant le cas échéant la Banque de développement économique du Québec, pour les années 2011-2012, 2012-2013 et les prévisions 2013-2014.

24. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu);
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

25. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu);
- l'assignation initiale; la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

26. Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison, les loges;
- aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique etc.;
- sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka etc.)

27. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- le nom du site Web;
- le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- la fréquence moyenne de mise à jour.

28. Nominations, depuis le 1er avril 2012, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats octroyés pour chaque mandat;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

29. Pour 2012-2013, les dépenses effectuées par ministère pour les visites et rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions

30. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 :

- les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- le nombre total de demandes reçues;
- le nombre total de demandes rejetées;

- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

31. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 31 août 2012 :

- le coût (déplacements, etc.);
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

32. La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 31 août 2012 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

33. Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

34. Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2013-2014.

35. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement depuis le 31 août 2012 et prévisions 2013-2014.

36. Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 et 2014-2015 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

37. Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1er avril 2004 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.

38. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis;

39. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ.

PLQ: incluant des montants versés pour bris de contrat.

40. Depuis le 31 août 2012, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ?

- Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
 - Fournir la liste des salaires versés à chaque personne
41. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covérification octroyés par chaque ministère et organisme qui en relève en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat :
- le nom du professionnel ou de la firme;
 - le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - l'échéancier;
 - le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
42. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour l'année 2012-2013, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
- la ou les dates des travaux;
 - les coûts;
 - le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
43. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale;
44. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme;
45. Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.
46. Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013. Fournir les données ventilées selon la raison du départ : la retraite; la démission; la révocation pour incompétence; la révocation pour incapacité; la fin d'emploi; le décès; la mise à pied; la destitution; toute autre raison.
47. Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2012-2013 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2011-2012 et 2012-2013 pour chacun des fonds.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 01

- La comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire :
 - entre les crédits déposés à l'Assemblée nationale en avril 2012 et ceux proposés par le nouveau gouvernement pour l'exercice budgétaire 2013-2014.

Exposé et statistiques

Cette question ne s'applique pas à Services Québec car il s'agit d'un organisme non budgétaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 02

- L'ensemble des coûts afférents au changement de gouvernement notamment :
 - les coûts reliés au changement de structure administrative, ministérielle (publicité, affichage, logo, site internet, pancarte, courrier, enveloppes, entêtes, cartes d'affaires etc.);
 - les coûts administratifs, les coûts de transition, les frais de communication;
 - les coûts reliés à la suppression ou l'ajout de toute information
 - les coûts reliés aux photos officielles;
 - tout autre coût le cas échéant.

Exposé et statistiques

La réponse à cette question est fournie à la demande de renseignements généraux numéro 42.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 03

- Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2012-2013: endroits et dates du départ et du retour; copie des programmes et rapports de voyage ou de mission; personnes rencontrées; coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.); noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, noms et titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; liste et détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant; résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage; copie des rapports de mission; investissements annoncés, le cas échéant.

Exposé et statistiques

NOM ET TITRE	DATE ET ENDROIT	BUT DU VOYAGE	COÛT (transport, voyage)
Guylaine Rioux Présidente-directrice générale Réjeanne Lachance Directrice générale du secrétariat, de l'administration et des communications	24 et 25 mai 2012 Ottawa (Ontario)	Participation à la Table des sous-ministres fédéraux-provinciaux-territoriaux sur la collaboration relative à la prestation de services.	1962 \$
Réjeanne Lachance Directrice générale du secrétariat, de l'administration et des communications	Du 25 au 28 sept. 2012 Regina (Sask.)	Participation à la réunion d'automne du Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP).	2052 \$
Donna St-Cœur Directrice de l'inscription et de la publicité du registre, Directeur de l'état civil	Du 26 au 29 nov. 2012 Ottawa (Ontario)	Participation à l'Assemblée générale annuelle du Conseil de la statistique de l'état civil du Canada (CSECC).	785 \$
Jean-Yves Chrétien Direction de la vérification interne	Du 31 mars au 9 avril 2012 Bujumbura (Burundi)	Participation à une mission de commissaire aux comptes pour la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des états et gouvernements ayant le français en partage (CONFEJES).	Aucun
Jean-Yves Chrétien Direction de la vérification interne	Du 2 au 5 mai 2012 Paris (France)	Participation à la présentation du rapport de commissaire aux comptes au conseil d'administration de l'Université Senghor à Paris.	Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 04

- Pour chaque voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère fait au Québec pour l'année financière 2012-2013 de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organisme : l'itinéraire et les dates du départ ou du retour; les coûts ventilés; le cas échéant, le coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Exposé et statistiques

Les 12 et 13 juin 2012, la présidente-directrice générale, M^{me} Guylaine Rioux, est allée à Gaspé dans le cadre d'une tournée des régions. Le coût de ce voyage en avion est de 782 \$ pour un total de 991 \$ incluant les autres frais de transport, les repas et l'hébergement.

La présidente-directrice générale était accompagnée du vice-président aux relations avec les citoyens et les entreprises, M. Jean Audet. Le coût de ce voyage en avion est de 782 \$, pour un total de 969 \$ incluant les autres frais de transport, les repas et l'hébergement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 05

- Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014; le nom des firmes de publicité retenues; le nom des fournisseurs; le mode d'octroi de chaque contrat; le but visé par chaque dépense; pour chaque dépense en commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Exposé et statistiques

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
	Salons	
Corporation des thanatologues du Québec	Participation au 56 ^e congrès de la Corporation des thanatologues du Québec (Saint-Michel-des-Saints)	500 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ) – Service en gestion d'événements	Stand d'exposition, livraison et installation pour les salons suivants : <ul style="list-style-type: none"> Salon Maternité Paternité Enfants 2012 (Montréal) Salon Emploi Formation 2012 (Montréal) Salon Carrières et développement professionnel – Montréal 	4 799 \$ 541 \$ 298 \$
ExpoCité	Salon de la FADOQ – Québec et Chaudière-Appalaches (Québec) – Accès Internet	100 \$
Expoz inc.	Salon Emploi Formation 2012 – Location d'espace et électricité	1 984 \$
FADOQ – Régions de Québec et Chaudière-Appalaches	Salon de la FADOQ – Québec et Chaudière-Appalaches – Location d'espace	1 695 \$
L'Événement Carrières inc.	Salon Carrières et développement professionnel – Location d'espace, électricité, accès Internet	1 385 \$
Société du Palais des congrès de Montréal	Salon Emploi Formation 2012 – Accès Internet	229 \$
Solotech inc.	Salon de la FADOQ – Québec et Chaudière-Appalaches – Électricité	90 \$
CSPQ/Ministère des ressources naturelles (partage des coûts)	Salon Plan Nord – Location de stand, électricité et accès Internet	1 789 \$
TOTAL	Participation à six salons	13 410 \$
	Matériel promotionnel	
Umen Digital inc.	Clés USB pour la promotion du site Services Québec - Entreprises	1 946 \$
CSPQ – Reprographie gouvernementale	Signets Services Québec	660 \$

CSPQ – Reprographie gouvernementale	Signets Services Québec	148 \$
CSPQ – Reprographie gouvernementale	Cartons promotionnels sur le site Urgence Québec	532 \$
CSPQ – Reprographie gouvernementale	Dépliants Services Québec	1 015 \$
TOTAL		4 301 \$
	Publicité	
CSPQ – Information gouvernementale	Publicité dans Le Soleil, section Dossier spécial, zone Technologies de l'information sur quelques guides électroniques disponibles dans l'espace Citoyens ainsi que le Service québécois de changement d'adresse et Mon dossier citoyen	2 218 \$
CSPQ – Information gouvernementale	Adaptation graphique de la publicité du Soleil pour la publication NETendances 2012 du CEFRO (placement gratuit)	150 \$
CSPQ – Information gouvernementale	Bouton publicitaire Internet – Acheter ou rénover sa maison	608 \$
CSPQ – Information gouvernementale	Bouton publicitaire Internet – Heures étendues du Centre de relations avec la clientèle	90 \$
TOTAL		3 066 \$
TOTAL GLOBAL		20 777 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 06

- Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014; le but visé par chaque dépense; s'il y a lieu, préciser pour chaque contrat octroyé dans le cadre d'un événement : le nom du professionnel ou de la firme; le coût, y compris les avenants et/ou suppléments; la date; le mode d'octroi.

PLQ : le nombre d'événements ventilé par type d'événements.

Exposé et statistiques

Il n'y a pas eu de conférence de presse, d'événement médiatique, ni aucun autre événement (sommet, congrès, conférence, etc.) organisés entre avril et novembre 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 07

- La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme : les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014; le but visé par chaque dépense;

Organisée par une firme externe : les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014; le nom de la ou des firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs; le but visé par chaque dépense.

Exposé et statistiques

Aucune dépense en formation de communication n'a été réalisée entre le 1^{er} août et le 30 novembre 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 08

- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat : le nom du professionnel ou de la firme; le détail des travaux ou services effectués (but visé); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
37-2 Conseil inc.	Évaluation de tous les emplois d'encadrement de Services Québec	20 000 \$
Art Graphique Québec inc.	Impression d'étiquettes avec code à barres pour le Directeur de l'état civil	1 076 \$
Bureautique Lacouline inc.	Entretien annuel des équipements du courrier et messagerie du Directeur de l'état civil	8 206 \$
Compro Communications inc.	Enregistrement de messages pour la réponse vocale interactive de Services Québec	10 000 \$
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Élaboration d'une stratégie de formation et d'organisation du travail pour la mise en place du service à la clientèle pour le projet « gouvernement ouvert »	21 450 \$
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Travaux en soutien au coordonnateur de la Direction de la gestion des services aux entreprises	23 790 \$
Conseillers en informatique d'affaires C.I.A. inc.	Bonification de l'espace Entreprises	12 285 \$
Enveloppe Laurentide inc.	Impression d'enveloppes pour l'expédition par Xpresspost pour le Directeur de l'état civil	3 995 \$

Fujitsu Conseil (Canada) inc.	Entretien des équipements et du logiciel du système IPEV de gestion du temps de l'horaire variable pour le Directeur de l'état civil incluant un plan de soutien téléphonique	3 342 \$
Gignac, André	Expertise-conseil pour le comité de vérification de Services Québec	3 300 \$
Gignac, Yves	Participation à titre de membre externe à deux comités de sélection	9 210 \$
Hewlett-Packard (Canada) Cie	Mise à jour du logiciel RSM et ajustement des tâches préprogrammées	3 146 \$
Impact Recherche inc.	Réalisation d'un sondage par Internet sur le service de renseignement par courriel du Directeur de l'état civil	6 500 \$
Impact Recherche inc.	Réalisation d'un sondage par Internet sur le service de renseignement par courriel de Services Québec	5 000 \$
Joseph Clermont inc.	Impression de chemises « changement de nom » pour le Directeur de l'état civil	1 844 \$
Les boîtiers Label (2005) inc.	Confection de dos en polyéthylène pour des relieurs à poteaux pour le Directeur de l'état civil	1 800 \$
Numérique Docucom inc.	Service d'entretien préventif et de réparation pour des numériseurs pour le Directeur de l'état civil	6 723\$
Nurun inc.	Services professionnels pour l'adaptation de la programmation actuelle du site Internet du Directeur de l'état civil au standard gouvernemental sur l'accessibilité Web	19 575 \$
Objectif Lune inc.	Soutien technique, renouvellement des licences d'imprimantes, abonnement aux mises à jour et mises à niveau et accès au portail de la formation en ligne	4 490 \$
Pouliot, Sébastien (Olex Technologies)	Implantation du module de feuilles de temps de MS-Project et de la solution d'arrimage	18 900 \$

R3D Conseil inc.	Soutien à la Direction de la gestion aux services aux citoyens dans l'unification de deux unités administratives suite au plan d'organisation administrative	24 882 \$
Ramius Corporation	Service d'hébergement pour la communauté de pratique dédiée à la communication du risque	8 000 \$
Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.	Révision du modèle d'affaires de Services Québec	20 880 \$
REP Solution Interactive inc.	Mise en place d'une application logicielle Web de gestion des envois massifs de courriels	3 300 \$
Réseau Internet Québec inc.	Service d'hébergement du site Internet du Directeur de l'état civil	8 422 \$
SISL inc.	Entretien préventif du système d'incendie de la salle des serveurs du Directeur de l'état civil	4 350 \$
Société Conseil Groupe LGS	Accompagnement pour la contribution à l'analyse d'affaires des services aux entreprises pour le dossier de positionnement de l'espace Entreprises et le Dossier entreprise gouvernemental	21 000 \$
Solomykina, Svetlana	Analyse des méthodes de gestion et accompagnement des gestionnaires du Centre de relations avec la clientèle	24 650 \$
Systèmes Datamark inc.	Impression de formulaires de déclaration de décès en français et en anglais	4 273 \$
Tanguay, Richard	Conférence portant sur l'importance du rôle des gestionnaires dans l'organisation	1 220 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG 09

- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et qui ont fait l’objet d’une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l’article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant : le nombre d’autorisations; le nom du professionnel ou de la firme touché(e); le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; le montant accordé; les motifs de la demande; tout rapport d’évaluation, de vérification ou d’enquête produit concernant un de ces contrats.

Exposé et statistiques		
FOURNISSEUR	MONTANT ACCORDÉ	MOTIF
Société TELUS Communications	13 216 \$	Avenant à un contrat de 2011-2012, attribué par appel d’offres public dans le cadre du Programme de qualification de prestataires de services dans le domaine des technologies de l’information, pour ajout d’un supplément de 10 %.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 10

- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel depuis le 31 août 2012 en indiquant : le nom du professionnel ou de la firme; le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; le mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût; l'échéancier ; dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques

Cette question ne s'applique pas à Services Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 11

- Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.

Exposé et statistiques

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 12

- Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié depuis l'année financière 2003-2004, indiquer : le nom du projet; la nature du projet; l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); le coût initial prévu pour la réalisation du projet; les plus récentes estimations du coût du projet; les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; les firmes ou OSBL associés au développement du projet (incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.

Exposé et statistiques

PROJET 1 : Évolution de clicSÉQUR – Entreprises

- **NATURE DU PROJET (DESCRIPTION) :**

Le projet consiste à réaliser des travaux d'évolution de l'authentifiant gouvernemental clicSÉQUR – Entreprises pour répondre aux besoins des entreprises ainsi qu'à ceux des ministères et organismes (MO) utilisateurs qui offrent une prestation électronique de services (PES) pour le gouvernement du Québec. Il comporte les quatre volets suivants :

A- Études pour la mise en place d'un environnement d'essais clicSÉQUR – Express (CSX) pour les MO.

Réalisation au 30 novembre 2012 :

- livraison d'un environnement de phasage CSX pour permettre aux MO d'avoir un environnement d'essais dans clicSÉQUR – Express pour supporter leurs travaux.

B- Réalisation des changements aux outils de gestion du nouveau portail gouvernemental d'authentification « Portail gouvernemental des affaires municipales et des régions » (PGAMR) pour en améliorer la sécurité.

Réalisations au 30 novembre 2012 :

- refonte de la trousse d'arrimage et consolidation dans cinq volumes;
- production de nouvelles procédures pour la gestion des incidents de sécurité et la journalisation des activités;
- développement et mise en production d'une modification pour améliorer la sécurité dans l'environnement d'essais;
- production d'une analyse sur le potentiel de contournement des délais de session.

C- Analyse pour le développement des fonctionnalités complémentaires en lien avec ce nouveau portail et l'administration de clicSÉQUR – Entreprises.

Réalisation au 30 novembre 2012 :

- production d'une analyse des fonctionnalités complémentaires.

D- Développement de deux nouvelles fonctionnalités, soit le changement de mandat et la confirmation des privilèges d'accès de l'utilisateur.

Réalisation au 30 novembre 2012 :

- architecture détaillée pour les deux nouvelles fonctionnalités.

- **COÛT INITIAL PRÉVU POUR LA RÉALISATION DU PROJET : 1 341,4 k\$ (budget initial alloué).**
- **PLUS RÉCENTE ESTIMATION DU COÛT DU PROJET : 1 333,2 k\$ (budget révisé).**
- **COÛT ENGENDRÉ AU 30 NOVEMBRE 2012 PAR LE PROJET, POUR L'EXERCICE 2012-2013 : 89,8 k\$ (dépenses).**
- **ESTIMATION AU 30 NOVEMBRE 2012 DU COÛT RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET : 1 243,4 k\$.**
- **ÉVALUATION DU POURCENTAGE DE RÉALISATION AU 30 NOVEMBRE 2012¹ : 65 %.**

1. On ne doit pas faire de corrélation directe entre le pourcentage de réalisation des projets et l'évolution des coûts engendrés par le projet.

PROJET 2 : Révision des processus liés au changement de nom et de la mention du sexe

• **NATURE DU PROJET (DESCRIPTION) :**

Le projet consiste à consolider les systèmes informatiques utilisés en un seul système (Bureau virtuel), à réviser les processus et les procédures de travail des secteurs concernés par le projet et les documenter ainsi qu'à réviser les formulaires Demande de changement de nom et Demande de changement de la mention du sexe.

Plus précisément, les objectifs de ce projet sont les suivants :

- développer un seul système, car deux systèmes distincts sont présentement utilisés dans le secteur du changement de nom ou de la mention du sexe. Ainsi, le dédoublement de la saisie de l'information et le risque de perte de données seront éliminés;
- faire connaître au système, dès la réception, une demande de changement de nom ou de la mention de sexe;
- informatiser la génération des données de gestion afin de faciliter la production du tableau de bord organisationnel;
- consulter l'intégralité d'un dossier par la conservation des données avant et après le changement de nom ou de la mention du sexe;
- être en mesure, dans le cadre du projet « Conception et mise en œuvre d'un formulaire unique de changement de nom et de mention du sexe », de transférer électroniquement aux MO autorisés les renseignements liés au changement de nom ou de la mention du sexe;
- éliminer une grande partie du traitement manuel qui concerne la rédaction des décisions et du mémoire de recommandation afin de diminuer les possibilités d'erreurs.

• **COÛT INITIAL PRÉVU POUR LA RÉALISATION DU PROJET : 313,5 k\$ (budget initial alloué).**

• **PLUS RÉCENTE ESTIMATION DU COÛT DU PROJET : 299,0 k\$ (budget révisé).**

• **COÛT ENGENDRÉ AU 30 NOVEMBRE 2012 PAR LE PROJET, POUR L'EXERCICE 2012-2013 : 41,8 k\$ (dépenses).**

• **ESTIMATION AU 30 NOVEMBRE 2012 DU COÛT RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET : 257,2 k\$.**

• **ÉVALUATION DU POURCENTAGE DE RÉALISATION AU 30 NOVEMBRE 2012¹ : 40 %.**

1. On ne doit pas faire de corrélation directe entre le pourcentage de réalisation des projets et l'évolution des coûts engendrés par le projet.

Exposé et statistiques

PROJET 3 : Extranet destiné aux thanatologues

- **NATURE DU PROJET (DESCRIPTION) :**

L'extranet permettra aux thanatologues de remplir électroniquement la déclaration de décès et de transmettre les informations au Directeur de l'état civil. Il permettra aussi de faire des demandes de certificats et de copies d'actes de décès en ligne pour le compte de leurs clients.

Les travaux réalisés sont les suivants :

- analyses nécessaires à la mise en place du projet;
- travaux de nature technologique;
- adaptation des processus et des procédures de travail.

Ces travaux se sont amorcés le 1^{er} février 2011 et le déploiement graduel de l'extranet sur deux années, sous forme de projet pilote, a débuté le 20 février 2012 avec trois maisons funéraires pendant six mois. Durant l'exercice en cours, des améliorations ont été apportées au service à la suite de commentaires formulés par les maisons funéraires ayant utilisé l'extranet. Le déploiement graduel auprès d'autres maisons se poursuit. En 2014, l'extranet devrait être accessible à tous les thanatologues qui le désireront.

- **COÛT INITIAL PRÉVU POUR LA RÉALISATION DU PROJET : 150,3 k\$ (budget initial alloué).**
- **PLUS RÉCENTE ESTIMATION DU COÛT DU PROJET : 158,5 k\$ (budget révisé).**
- **COÛT ENGENDRÉ AU 30 NOVEMBRE 2012 PAR LE PROJET, POUR L'EXERCICE 2012-2013 : 35,5 k\$ (dépenses).**
- **ESTIMATION AU 30 NOVEMBRE 2012 DU COÛT RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET : 1,7 k\$.**
- **ÉVALUATION DU POURCENTAGE DE RÉALISATION AU 30 NOVEMBRE 2012¹ : 85 %.**

1. On ne doit pas faire de corrélation directe entre le pourcentage de réalisation des projets et l'évolution des coûts engendrés par le projet.

PROJET 4 : Bonification de l'espace Entreprises

• **NATURE DU PROJET (DESCRIPTION) :**

Le projet vise à livrer de nouveaux services et à réaliser des stratégies plus efficaces concernant l'accès à l'information et aux services offerts par Services Québec pour la clientèle des entreprises et les partenaires (par exemple, les MO gouvernementaux, la Jeune chambre de commerce de Montréal et les centres locaux de développement).

Le projet consiste à développer différentes applications et à ajouter de nouvelles sections informationnelles dans l'espace Entreprises du Portail gouvernemental de services. Il est découpé en trois livraisons, la livraison 1 étant en ligne depuis le 31 octobre 2012. Les améliorations livrées touchent principalement le réaménagement de la page d'accueil et l'amélioration de la recherche dans la section « Accès rapides ». Succinctement, les nouveautés et les améliorations sont les suivantes :

- les questionnaires thématiques occupent la place centrale;
- l'outil de recherche pour repérer les aides financières est encore plus perfectionné;
- l'ajout de la nouvelle rubrique « Restez informé » pour servir d'accès aux comptes Twitter, Facebook et YouTube du site Services Québec – Entreprises (mise en ligne progressive) et au bulletin d'information périodique.

- **COÛT INITIAL PRÉVU POUR LA RÉALISATION DU PROJET : 472,5 k\$ (budget initial alloué).**
- **PLUS RÉCENTE ESTIMATION DU COÛT DU PROJET : 246,0 k\$ (budget révisé).**
- **COÛT ENGENDRÉ AU 30 NOVEMBRE 2012 PAR LE PROJET, POUR L'EXERCICE 2012-2013 : 68,9 k\$ (dépenses).**
- **ESTIMATION AU 30 NOVEMBRE 2012 DU COÛT RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET : 177,1 k\$.**
- **ÉVALUATION DU POURCENTAGE DE RÉALISATION AU 30 NOVEMBRE 2012¹ : 50 %.**

1. On ne doit pas faire de corrélation directe entre le pourcentage de réalisation des projets et l'évolution des coûts engendrés par le projet.

Exposé et statistiques

PROJET 5 : Optimisation des systèmes d'information et des processus soutenant l'inscription et la publicité du registre de l'état civil

• **NATURE DU PROJET (DESCRIPTION) :**

Ce projet vise à optimiser le processus de publicité des actes de l'état civil en raison de l'évolution des besoins de la clientèle, de la demande pour les certificats et copies d'actes, de la prestation électronique de services, de la transformation de la structure organisationnelle, des départs à la retraite prévus dans les prochaines années, du contexte budgétaire et des restrictions en termes de dotation.

Plus précisément, les objectifs de ce projet sont les suivants :

- gérer d'une manière plus efficiente les ressources budgétaires et humaines;
- moderniser les systèmes et la technologie, notamment en consolidant les systèmes informatiques utilisés en un seul système (Bureau virtuel);
- automatiser certaines validations et offrir des tâches à valeur ajoutée aux employés;
- maintenir le même niveau de services et le respect des engagements de la déclaration de services aux citoyens, et ce, malgré l'attrition;
- augmenter l'utilisation des services en ligne.

- **COÛT INITIAL PRÉVU POUR LA RÉALISATION DU PROJET : 207,0 k\$ (budget initial alloué).**
- **PLUS RÉCENTE ESTIMATION DU COÛT DU PROJET : 207,4 k\$ (budget révisé).**
- **COÛT ENGENDRÉ AU 30 NOVEMBRE 2012 PAR LE PROJET, POUR L'EXERCICE 2012-2013 : 35,4 k\$ (dépenses).**
- **ESTIMATION AU 30 NOVEMBRE 2012 DU COÛT RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET : 172,0 k\$.**
- **ÉVALUATION DU POURCENTAGE DE RÉALISATION AU 30 NOVEMBRE 2012¹ : 50 %.**

1. On ne doit pas faire de corrélation directe entre le pourcentage de réalisation des projets et l'évolution des coûts engendrés par le projet.

Exposé et statistiques

PROJET 6 : Rajeunissement de l'infrastructure technologique du Directeur de l'état civil

- **NATURE DU PROJET (DESCRIPTION) :**

Le projet consiste à mettre à niveau les différents composants de l'infrastructure technologique du Directeur de l'état civil :

- le filtre courriel;
- le filtre Internet;
- l'infrastructure de télécommunications;
- les serveurs;
- l'outil de sauvegarde de sécurité.

- **COÛT INITIAL PRÉVU POUR LA RÉALISATION DU PROJET : 393,4 k\$ (budget initial alloué).**

- **PLUS RÉCENTE ESTIMATION DU COÛT DU PROJET : 373,4 k\$ (budget révisé).**

- **COÛT ENGENDRÉ AU 30 NOVEMBRE 2012 PAR LE PROJET, POUR L'EXERCICE 2012-2013 : 202,6 k\$ (dépenses).**

- **ESTIMATION AU 30 NOVEMBRE 2012 DU COÛT RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET : 44,5 k\$.**

- **ÉVALUATION DU POURCENTAGE DE RÉALISATION AU 30 NOVEMBRE 2012¹ : 95 %.**

1. On ne doit pas faire de corrélation directe entre le pourcentage de réalisation des projets et l'évolution des coûts engendrés par le projet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG 13

- Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, le montant, pour l'année 2012-2013 (et ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : la photocopie, le mobilier de bureau, l'ameublement, le remboursement des frais de transport, le remboursement des frais d'hébergement, le remboursement des frais de repas, le remboursement des frais d'alcool et de fêtes, l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type de perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec.
- PLQ : les distributeurs d'eau de source, location et entretien des plantes incluant les plantes artificielles, location et entretien de la machine à café, location ou achat d'encadrement.

Exposé et statistiques

Pour la haute direction de Services Québec

TYPE DE DÉPENSE	MONTANT
Photocopie	-
Mobilier de bureau	-
Ameublement	-
Remboursement des frais de transport	8 344 \$
Remboursement des frais d'hébergement	1 879 \$
Remboursement des frais de repas	981 \$
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	974 \$
Congrès, colloques, ressourcement et perfectionnement (toutes les dépenses)	
• au Québec	2 399 \$
• à l'extérieur du Québec	-
Distributeurs d'eau de source	-
Location et entretien des plantes	-
Location et entretien de la machine à café	-
Location ou achat d'encadrement	-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 14

- Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et pour le ministère et les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2012-2013, de chacune des dépenses suivantes reliées à la téléphonie : le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés; le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); le nombre de téléavertisseurs utilisés; les coûts d'acquisition des appareils; le coût d'utilisation des appareils; le nom des fournisseurs; le coût des contrats téléphoniques; le nombre de minutes utilisées.

PLQ : les coûts de résiliation; les ordinateurs portables.

Exposé et statistiques

Nombre de téléphones utilisés	96 Blackberry et 66 téléphones cellulaires	
Nombre de téléphones acquis	10 Blackberry et téléphones cellulaires	
Coût d'acquisition des Blackberry et des téléphones cellulaires	2 142 \$	Appareils neufs, rehaussement d'appareils et accessoires (migration vers un nouveau fournisseur de services)
Nom des fournisseurs :	<ul style="list-style-type: none">• Bell Mobilité• Rogers sans fil• TELUS Mobilité	
Coût d'utilisation :	42 449 \$	
Coût des contrats :	37 244 \$	Frais récurrents - forfaits de base
Nombre de minutes utilisées	98 134	
Nombre d'ordinateurs portables et de tablettes électroniques utilisés	12 ordinateurs portables et 9 iPad	
Nombre d'ordinateurs portables et de tablettes électroniques acquis	1 micro-ordinateur portable Toshiba Tecra R850 et 9 iPad	
Coûts d'acquisition des ordinateurs portables et tablettes électroniques	9 025 \$	
Coûts d'acquisition des cartes SIM pour tablettes électroniques	90 \$	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DE L'OPPOSITION

RG 15 A

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :
- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); **35 ans et plus.**

Exposé et statistiques

L'effectif de Services Québec se compose de 638 employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique. De ce nombre, 573 (90 %) ont 35 ans et plus.

	Masculin		Féminin		Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Cadres	21	14,6	30	7,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Emplois supérieurs	2	1,4	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Ouvriers	1	0,7	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Personnel de bureau	35	24,3	209	48,8	6	54,5	7	100,0	0	0,0	20	47,6
Professionnels	57	39,6	107	24,9	2	18,2	0	0,0	1	100,0	12	28,6
Techniciens et assimilés	28	19,4	83	19,3	3	27,3	0	0,0	0	0,0	10	23,8
Total	144	100,0	429	100,0	11	100,0	7	100,0	1	100,0	42	100,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG 15 B

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); **35 ans et moins**.

Exposé et statistiques

L'effectif de Services Québec se compose de 638 employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique. De ce nombre, 65 (10 %) ont moins de 35 ans.

	Masculin		Féminin		Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Cadres	0	0,0	1	2,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Emplois supérieurs	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Ouvriers	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Personnel de bureau	2	9,5	5	11,4	1	25,0	0	0,0	0	0,0	1	25,0
Professionnels	18	85,7	27	61,3	3	75,0	1	100,0	0	0,0	3	75,0
Techniciens et assimilés	1	4,8	11	25,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Total	21	100,0	44	100,0	4	100,0	1	100,0	0	0,0	4	100,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 15 C

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

Exposé et statistiques

Catégorie d'emploi	Nombre de jours pris ¹
Cadres	401,5
Personnel de bureau et techniciens	8 061,5
Professionnels	1 320,5
Ouvriers	3,0
Autres catégories (PDG, VP et étudiants)	2,0
Total	9 788,5

¹ Du 1^{er} avril au 30 novembre 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 15 D

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :
- d) le nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée.

Exposé et statistiques

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG 15 E

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires.

Exposé et statistiques

Catégorie d'emploi	2012-2013	
	Nombre d'heures payées	Nombre d'heures compensées
Personnel de bureau et techniciens	5 021	468
Professionnels	2 549	1 736
Total	7 570	2 204

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG 15 F

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

Exposé et statistiques

	2012-2013								
Catégorie d'emploi	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Total
Cadres	44,5	81,0	74,5	221,0	319,0	49,0	37,0	7,0	833,0
Personnel de bureau et techniciens	423,0	544,5	941,0	2 186,0	3 013,5	639,5	609,5	213,5	8 570,5
Professionnels	149,5	161,0	311,5	887,5	1 376,0	203	165,5	68,5	3 322,5
Ouvriers	-	-	-	-	-	-	4,0	-	4,0
Autres catégories (PDG, VP et étudiants)	2,0	9,5	17,0	81,5	156,5	2,0	9,0	16,5	294,0
Total	619,0	796,0	1 344,0	3 376,0	4 865,0	893,5	825,0	305,5	13 024,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 15 G

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :
- g) le nombre total et la ventilation du nombre de jours de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée.

Exposé et statistiques

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 15 H

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

Exposé et statistiques

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 15 I

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :
- i) le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme en relevant, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation.

Exposé et statistiques

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 15 J

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions).

Exposé et statistiques

2012-2013					
Régions		Cadres et emplois sup.	Professionnels	PBTA ¹ et ouvriers	Total
Bas-Saint-Laurent	01	1	1	7	9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	02	1	1	8	10
Capitale-Nationale	03	40	193	236	469
Mauricie	04	-	2	1	3
Estrie	05	1	1	8	10
Montréal	06	2	4	35	41
Outaouais	07	1	1	11	13
Abitibi-Témiscamingue	08	1	1	5	7
Côte-Nord	09	1	2	6	9
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	11	2	1	8	11
Chaudière-Appalaches	12	-	1	10	11
Laval	13	1	-	5	6
Lanaudière	14	-	-	4	4
Laurentides	15	-	-	11	11
Montréal	16	3	1	18	22
Centre-du-Québec	17	-	-	2	2
Total		54	209	375	638
2011-2012 *					
Régions		Cadres et emplois sup.	Professionnels	PBTA ¹ et ouvriers	Total
Bas-Saint-Laurent	01	1	1	7	9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	02	1	1	8	10
Capitale-Nationale	03	42	178	254	474
Mauricie	04	-	2	1	3
Estrie	05	1	1	8	10
Montréal	06	2	3	38	43
Outaouais	07	1	1	11	13
Abitibi-Témiscamingue	08	1	1	5	7
Côte-Nord	09	1	2	5	8
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	11	2	1	7	10
Chaudière-Appalaches	12	-	1	10	11
Laval	13	1	-	5	6
Lanaudière	14	-	-	4	4
Laurentides	15	-	-	12	12
Montréal	16	3	1	19	23
Centre-du-Québec	17	-	-	2	2
Total		56	193	396	645

2010-2011					
Régions		Cadres et emplois sup.	Professionnels	PBTA ¹ et ouvriers	Total
Bas-Saint-Laurent	01	1	1	5	7
Saguenay-Lac-Saint-Jean	02	1	1	6	8
Capitale-Nationale	03	35	161	176	372
Mauricie	04	-	1	2	3
Estrie	05	1	1	7	9
Montréal	06	3	4	34	41
Outaouais	07	1	-	11	12
Abitibi-Témiscamingue	08	1	1	5	7
Côte-Nord	09	1	2	6	9
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	11	2	1	4	7
Chaudière-Appalaches	12	-	1	4	5
Laval	13	1	-	4	5
Lanaudière	14	-	-	2	2
Laurentides	15	-	1	7	8
Montérégie	16	2	1	15	18
Centre-du-Québec	17	-	-	-	-
Total		49	176	288	513

¹ Personnel de bureau et techniciens assimilés

* Inclut 130 employés syndiqués nommés à titre d'employé temporaire en vertu de la lettre d'entente numéro 10 de la convention collective des fonctionnaires 2010-2015 (occasionnel 44-48 / Liste A).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG 15 K

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

Exposé et statistiques

	2012-2013	2011-2012	2010-2011
Nombre d'employés (niveau expert ou émérite)	50	52	47

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG 15 L

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :
- 1) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

Exposé et statistiques

	2012-2013	2011-2012	2010-2011
Nombre d'employés	18	15	12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 15 M

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale et régions).

Exposé et statistiques

La réponse à cette question est fournie à la demande de renseignements généraux 15 J.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 15 N

- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG 16 A

- Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :
 - a) le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 (PLQ : les indemnités de retraite qui seront versées).

Exposé et statistiques

	2012-2013
Nombre de départs à la retraite	26

Aucune indemnité de retraite n’a été versée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 16 B

- Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :
- b) nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

Exposé et statistiques

Selon le plus récent Plan de gestion des ressources humaines, le nombre de remplacements effectués dans le cadre des départs à la retraite est de 1 sur 2.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 16 C

- Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :
 - c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2013-2014 et 2014-2015 (PLQ : les indemnités de retraites qui seront versées).

Exposé et statistiques

	2013-2014	2014-2015
Personnes admissibles à la retraite sans réduction actuarielle selon les données fournies par le Secrétariat du Conseil du trésor	43	23

Aucune indemnité de retraite ne devrait être versée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 16 D

- Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :
 - d) nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Exposé et statistiques

Deux personnes retraitées de la fonction publique ont eu un contrat de services professionnels inférieurs à 25 k\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG 17

- Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d’eux : l’emplacement de la location; le coût de la location; le coût de location au mètre carré; la superficie totale pour chaque local; la superficie totale réellement occupée; la superficie inoccupée; le propriétaire de l’espace loué; la durée du bail; les coûts d’aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2012.
- PLQ : le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Exposé et statistiques

La Société immobilière du Québec (SIQ) répondra en ce qui a trait à la liste des baux pour les espaces occupés.

Aménagements et autres travaux réalisés du 1 ^{er} avril au 30 novembre 2012	Coûts (approximatifs)
Aménagement en vue de l’accueil du comptoir de services de la Régie de l’assurance maladie du Québec	757 553 \$
Relocalisation du Bureau de la publicité des droits de Gatineau	Aux frais du demandeur
Rétrocession d’espace au Bureau de la publicité des droits de Baie-Saint-Paul	Aux frais du demandeur
Restructuration de Services Québec	113 600 \$
Réaménagement des locaux du Directeur de l’état civil à Québec	51 660 \$
Relocalisation du Bureau de la publicité des droits de Baie-Comeau	25 102 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 18

- Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2011 à ce jour.

Exposé et statistiques

Cette question ne s'applique pas à Services Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 19

- Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2012-2013, en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction; le titre de la fonction; l'adresse du port d'attache; le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; la prime de départ versée, le cas échéant; le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; la liste du personnel politique incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; la description de tâches; le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1er avril 2012; le nombre total d'employés au cabinet; la masse salariale totale par cabinet pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013; le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Exposé et statistiques

Cette question ne s'applique pas à Services Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 20

- Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère, en indiquant : le nom de l'organisme ou de la personne concerné; la circonscription électorale; le montant attribué; le détail du projet visé et le but poursuivi par l'organisme; la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques

Cette question ne s'applique pas à Services Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 21

- Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : le poste initial; le salaire; le poste actuel, s'il y a lieu; la date de mise en disponibilité; les prévisions pour 2013-2014.

Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 22

- Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2011-2012.

Exposé et statistiques

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 23

- Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme, incluant, le cas échéant, la Banque de développement économique du Québec, pour les années 2011-2012, 2012-2013 et les prévisions 2013-2014.

Exposé et statistiques

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 24

- Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : le nom de la personne; le poste occupé; le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu); l'assignation initiale; la date de l'assignation hors structure.

Exposé et statistiques

Aucun employé n'est identifié hors structure à Services Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 25

- Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : le nom de la personne; le poste occupé; le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu); l'assignation initiale; la date de l'assignation hors structure; la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Exposé et statistiques

Aucun employé n'est rémunéré par Services Québec et affecté à d'autres organismes, qu'ils soient publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux ou autres.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 26

- Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : les clubs privés ou autres; les billets de saison, les loges; aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique etc.; sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka etc.)

Exposé et statistiques

- Services Québec n'est membre d'aucun club privé et ne détient aucun billet de saison ni loge corporative.

Liste des abonnements à des journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique et sites spécialisés de recherche sur Internet.

FOURNISSEUR ¹	TITRE	MONTANT (\$)
Abitibi Express - Rouyn-Noranda	Journaux	200
Abonnement aux services de la DGACQ (CSPQ)	Service Internet d'information	2 500
Blitz 24 inc.	Service Internet d'information	550
Canada Français, Le	Service Internet d'information	51
Chambre des Notaires du Québec	Bulletins électroniques / papiers	25
Copibec	Service Internet d'information	13 617
Corporation Sun Média	Journaux	205
Courrier Parlementaire, Le	Journaux	1 750
De Marque inc.	Service Internet d'information	62
Devoir, Le	Journaux	426
Digital News Paper	Journaux	380
Droit, Le	Journaux	220
Écho Abitibien, L' Val d'Or	Journaux	57
Echo de Frontenac inc.	Journaux	26
Express Magazine	Magazine	99
Fédération professionnelle des journalistes du Québec	Magazine	13
Gaspé Spec, The	Journaux	37
Gazette officielle du Québec	Journaux	132
Gestion, Revue inter. De gestion	Magazine	74
Go Daddy	Nom Domaine	51
HootSuite Média	Journaux	32
Institut Canadien des comptables agréés	Services Internet d'information	119
Jac & Gil	Journaux	234
Journal communautaire Regards	Journaux	20
Journal culturel Graffiti	Journaux	70
Journal de Sherbrooke, Le	Journaux	169
Journal La Frontière	Journaux	57
Journal l'Étincelle	Journaux	75
Journal Point Sud	Journaux	60
Journal régional du Haut Saint-François, Le	Journaux	33

¹ Note : Services Québec est responsable de la revue de presse hebdomadaire régionale pour le ministère du Conseil exécutif. Cela explique les nombreux abonnements aux hebdomas régionaux.

FOURNISSEUR ¹	TITRE	MONTANT (\$)
Juris Concept	Services Internet d'information	1 300
Le reflet du Canton de Lingwick	Journaux	30
Magazine Protégez-vous inc., Le	Magazines	34
Musée de la Gaspésie	Magazines	23
NovAxis Solutions inc.	Services Internet d'information	2 520
Ottawa Citizen, The	Journaux	157
Palais de Justice	Bulletins électroniques	32
Premium	Magazines	39
Progrès de Coaticook, Le	Journaux	61
Progrès du Saguenay, Le	Journaux	355
P'tit Journal de Malartic, Le	Journaux	50
Radar inc., Le	Journaux	160
Reflet, Le - Ville-Marie	Journaux	45
Réseau Action TI - Montréal	Services Internet d'information	234
Réseau Internet Qc	Nom de domaine	212
Revue L'Actualité	Magazine	35
Sentinelle de Chibougamau-Chapais inc., La	Journaux	42
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	Bulletins électroniques / papiers	32 386
Stanstead Journal	Journaux	38
Stock International	Journaux	194
The Record	Journaux	120
Tribune, La	Journaux	195
TOTAL		59 606

¹ Note : Services Québec est responsable de la revue de presse hebdomadaire régionale pour le ministère du Conseil exécutif. Cela explique les nombreux abonnements aux hebdomadaires régionaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 27

- Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour.

Exposé et statistiques

Nom du site Web : Portail gouvernemental de services

www.gouv.qc.ca

Le Portail gouvernemental de services (PGS) est la porte d'entrée pour accéder à l'information et aux services offerts par le gouvernement du Québec. Il s'adresse aux citoyens, aux entreprises et à la clientèle internationale.

- **Nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :**

Le PGS a été conçu par la firme Société Conseil Groupe LGS.

- **Coût de construction du site :**

Non disponible. Mis en ligne en 2004, le PGS a été construit sous la gouverne du Secrétariat du Conseil du trésor.

- **Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour de l'exercice 2012-2013 (au 30 novembre 2012) :**

Les coûts sont de 5 285,3 k\$.

- **Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :**

Le PGS n'a pas été refait, mais il est en constante évolution. Toutefois, une de ses composantes, l'espace Entreprises, a évolué de façon importante en 2007-2008 quant à la structure de l'information et pour ajouter des questionnaires thématiques.

Pour l'exercice 2012-2013, les coûts sont de 525,2 k\$, en date du 30 novembre 2012.

- **Fréquence mensuelle des visites :**

Du 1^{er} avril au 30 novembre 2012, le nombre moyen de visites a été d'un peu plus de 709 200 visites par mois.

- **Fréquence moyenne de mise à jour :**

Les mises à jour sont quotidiennes.

Nom du site Web : Site du directeur de l'état civil

www.etatcivil.gouv.qc.ca

Le site du Directeur de l'état civil donne accès à l'information liée à l'ensemble des services d'état civil ainsi qu'à certains services offerts en ligne.

- **Nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :**

Le site a été conçu par la firme Référence Systèmes inc.

- **Coût de construction du site :**

Non disponible. Le site est en ligne depuis 1999.

- **Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour pour l'exercice 2012-2013 (au 30 novembre 2012) :**

Les coûts sont de 3 305 \$.

- **Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :**

En 2003 : Refonte majeure (coût non disponible) effectuée par le personnel pour apporter des correctifs liés à la navigation.

En 2007 : Refonte majeure (coût : 21 650 \$) pour respecter le Programme d'identification visuelle gouvernemental, introduire de la couleur selon les événements (naissance, mariage, union civile et décès), alléger la page d'accueil et rendre le site adaptable pour en permettre l'évolution tout en facilitant la navigation.

En 2010 : Refonte mineure (coût : 2 975 \$) consistant à modifier la page d'accueil afin de mettre l'accent sur les services en ligne et sur la nouvelle tarification liée à la publicité du registre de l'état civil.

En 2012 : Site entièrement révisé afin de respecter le standard gouvernemental sur l'accessibilité d'un site Web (SGQRI-008-01) (coût : 31 076 \$).

- **Fréquence mensuelle des visites :**

Du 1^{er} avril au 30 novembre 2012, le site Internet du Directeur de l'état civil a reçu, en moyenne, 96 200 visites par mois.

- **Fréquence moyenne de mise à jour :**

Le site est mis à jour au besoin, soit environ dix fois par année.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 28

- Nominations, depuis le 1^{er} avril 2012, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres : la liste; les mandats; les contrats octroyés pour chaque mandat; le résultat du travail effectué; les échéances prévues; les sommes impliquées.

Exposé et statistiques

Aucun mandataire, émissaire, négociateur, médiateur, commissaire, expert, ni enquêteur ou autre n'ont été nommés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 29

- Pour 2012-2013, les dépenses effectuées par ministère pour les visites et rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Exposé

Cette demande ne s'applique pas à Services Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 30

- Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 : les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; le nombre total de demandes reçues; le nombre total de demandes rejetées; le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

Exposé et statistiques

L'information relative à cette demande sera présentée au Rapport annuel de gestion 2012-2013 de l'organisme.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 31

- La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 31 août 2012 : le coût (déplacements, etc.); le nombre de ressources affectées; le nombre de rencontres; le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Exposé et statistiques

Cette demande ne s'applique pas à Services Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 32

- La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 31 août 2012 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Exposé

Aucune nouvelle entente n'a été signée depuis le 31 août 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 33

- Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 34

- Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2013-2014.

Exposé et statistiques

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel de gestion 2012-2013 des ministères et organismes gouvernementaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 35

- Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement depuis le 31 août 2012 et prévisions 2013-2014.

Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du Trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 36

- Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 et 2014-2015 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques

Services Québec reçoit des montants du gouvernement fédéral provenant uniquement d'ententes en lien avec les activités du Directeur de l'état civil (DEC).

Actuellement, il y a deux ententes.

Entente 1 : Service Canada

La première entente vise à

- fournir un cadre administratif pour l'échange de renseignements personnels entre les parties;
- établir les conditions et les modalités de transmission des renseignements permettant aux parents québécois de procéder, en même temps que la déclaration de naissance au DEC, à une demande de numéro d'assurance sociale;
- établir un protocole pour la transmission des avis de décès et pour la validation de l'inscription des naissances au Québec.

Sommes reçues pour l'année financière 2012-2013 : 182 546 \$ (8 mois).

Entente 2 : Agence du revenu du Canada

La deuxième entente vise à

- établir les conditions et les modalités de transmission des renseignements permettant aux parents québécois de procéder, en même temps que la déclaration de naissance au DEC, à une demande d'inscription à la prestation fiscale canadienne pour enfants, la prestation universelle pour la garde d'enfants et au crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée;
- permettre de communiquer à l'Agence du revenu du Canada certains renseignements sur les décès inscrits au registre de l'état civil aux fins de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Sommes reçues pour l'année financière 2012-2013 : 99 974 \$ (8 mois).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 37

- Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2004 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.

Exposé et statistiques

Aucune entente n'a été signée avec une ou des Conférences régionales des élus depuis le 1^{er} avril 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 38

- Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Exposé et statistiques

	MONTANT
Vingt bonis pour rendement exceptionnel couvrant la période du 1 ^{er} octobre 2011 au 30 septembre 2012 ont été versés	20 bonis pour un montant de 40,1 k\$
Bonis pour étude de perfectionnement 2012-2013	4 bonis pour un montant de 7,2 k\$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 39

- Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ.

PLQ : incluant des montants versés pour bris de contrat.

Exposé et statistiques

Aucune prime de départ ni aucun montant pour bris de contrat n'ont été versés par Services Québec en 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 40

- Depuis le 31 août 2012, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne; fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Exposé et statistiques

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 41

- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covoiturage octroyés par chaque ministère et organisme qui en relève en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat : le nom du professionnel ou de la firme; le détail des travaux ou services effectués (but visé); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques

La réponse à cette demande est fournie à la demande de renseignements généraux numéro 8.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 42

- Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour l'année 2012-2013, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : la ou les dates des travaux, les coûts, le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Exposé et statistiques

Il n'y a eu aucune modification apportée aux locaux occupés par la haute direction de Services Québec en 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 43

- Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 44

- Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Exposé et statistiques

La réponse à cette question est fournie aux demandes de renseignements généraux 15 c) et f).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 45

- Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.

Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 46

- Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013. Fournir les données ventilées selon la raison du départ : la retraite; la démission; la révocation pour incompétence; la révocation pour incapacité; la fin d'emploi; le décès; la mise à pied; la destitution; toute autre raison.

Exposé et statistiques

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG 47

- Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2012-2013 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2011-2012 et 2012-2013 pour chacun des fonds.

Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Services Québec

1. Liste de tous les comités interministériels dont fait partie Services Québec. Pour chaque comité présidé par Services Québec, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.
2. Concernant le bureau de la présidence :
 - a. nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents;
 - b. liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;
 - c. frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
 - d. liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.
3. Liste des ministères ayant signé une entente avec Services Québec.
4. Liste des points de service de Services Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPO 01

- Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2013, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2012-2013 et les résultats.

Exposé

Comités présidés par Services Québec

Nom du comité	Présidé par	Mandat, membres, budget et résultats
Table des ministères et organismes utilisateurs du service clicSÉCUR	M. Côme Tanguay Directeur de la gestion de l'authentification gouvernementale	<p>Mandat : Orienter le directeur de la gestion de l'authentification gouvernementale, responsable du service clicSÉCUR (volets Citoyens et Entreprises), sur les préoccupations d'affaires des organisations utilisant clicSÉCUR : attentes, besoins, enjeux, vision, etc. Assurer un meilleur positionnement de clicSÉCUR dans le cadre du gouvernement en ligne (GEL) et orienter l'évolution stratégique de ce service.</p> <p>Membres : Représentants du Secrétariat du Conseil du trésor, de la Commission de l'équité salariale, du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Régime québécois d'assurance parentale), du ministère de la Famille, de Revenu Québec et du Registraire des entreprises, de l'Office de la protection du consommateur, de la Régie de l'assurance maladie du Québec, de la Régie des rentes du Québec, de la Société de l'assurance automobile du Québec et de Services Québec (Directeur de l'état civil).</p> <p>Budget : Aucun budget spécifique n'est alloué par Services Québec.</p> <p>Nombre de réunions : Services Québec a organisé une rencontre en 2012-2013.</p> <p>Résultats : Tribune offerte aux gestionnaires des MO utilisant le service clicSÉCUR pour informer et échanger sur les projets d'amélioration et d'évolution liés à l'authentifiant gouvernemental clicSÉCUR et pour soumettre leurs préoccupations. La Table permet également aux MO de présenter leur prestation électronique de services (PES) aux autres MO.</p>

<p>Comité interministériel sur la simplification de l'accès aux services pour les citoyens et les entreprises</p>	<p>M. Pierre E. Rodrigue Président-directeur général par intérim</p>	<p>Mandat : Assurer la collaboration des ministères et des organismes à la simplification de l'accès à la prestation de services, pour les citoyens et les entreprises. Il permettra aussi</p> <ul style="list-style-type: none"> • de suivre les travaux de simplification de l'accès aux services; • d'être informé des tendances en matière de simplification de l'accès aux services; • d'échanger sur les visions respectives en matière de prestation de services aux citoyens et aux entreprises; • d'approuver les recommandations des travaux de simplification; • de traiter les demandes de collaboration interministérielle pour les différents mandats mis en place par Services Québec et de désigner des représentants pour participer activement aux travaux sur la simplification de l'accès aux services gouvernementaux pour les citoyens et les entreprises. <p>Membres : Vice-présidents, sous-ministres adjoints et directeurs généraux des 14 ministères et organismes suivants : Revenu Québec, Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, Commission de la santé et de la sécurité du travail, ministère de la Famille, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi Québec et Régime québécois d'assurance parentale), ministère des Finances et de l'Économie, ministère des Ressources naturelles, Régie de l'assurance maladie du Québec, Régie des rentes du Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Secrétariat du Conseil du trésor et Services Québec (Directeur de l'état civil).</p> <p>Budget : Aucun budget spécifique n'est alloué par Services Québec.</p> <p>Nombre de réunions : La première rencontre a eu lieu le 29 octobre 2012. La fréquence prévue est de trois ou quatre par année.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Résultats : Présentation des grappes de services (cartographie) et des principes du modèle de prestation de services qui a permis d'obtenir l'adhésion des MO sur la vision de Services Québec pour la prestation intégrée de services. • Accord obtenu afin de constituer deux groupes de travail interministériels : l'un pour le volet Citoyens relatif à la déclaration unique de décès, de changement de nom et de la mention du sexe et l'autre pour le volet Entreprises pour la gestion unifiée de l'identité et de l'adresse des entreprises à l'échelle gouvernementale.
---	--	--

Comités interministériels dont fait partie Services Québec

Nom du comité	Mandat, membres, budget, nombre de réunions tenues en 2012-2013 et résultats
Comité directeur du Centre d'expertise des grands organismes, présidé par le vice-président aux services à la clientèle de la Régie des rentes du Québec	<p>Mandat : Déterminer les orientations du Centre d'expertise, planifier ses activités et approuver la programmation des travaux des réseaux d'échange et des groupes de travail. De plus, le Comité directeur se veut un lieu d'échange afin que ses membres puissent discuter des aspects stratégiques de la gestion des services aux citoyens.</p> <p>Membres : Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance, Commission des normes du travail, Commission de la santé et de la sécurité au travail, Régie de l'assurance maladie du Québec, Régie des rentes du Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Services Québec et Revenu Québec.</p> <p>Budget : Aucun budget spécifique n'est alloué par Services Québec.</p> <p>Nombre de réunions: 8 en 2012-2013</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • publications de nombreux rapports; • organisation de déjeuners-conférences pour l'ensemble des ministères et des organismes (MO) gouvernementaux; • réalisation de l'exercice d'étalonnage entre les organismes membres du CEGO (sélection d'indicateurs sur la téléphonie, développement des fiches-indicateurs, récolte de données sur la téléphonie); • développement d'outils de développement durable (sensibilisation des employés au développement durable et prise en compte des 16 principes), partage d'outils avec l'ensemble des MO du gouvernement du Québec par le site du CEGO.
Comité interministériel de réalisation sur l'évaluation des risques de fraude associés à la délivrance de documents officiels gouvernementaux, présidé par la Régie de l'assurance maladie du Québec	<p>Mandat :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyser, prioriser et recommander la mise en œuvre des mesures aptes à réduire l'exposition à la fraude des processus de délivrance de documents officiels et d'inscription à des programmes gouvernementaux, en retenant celles offrant le meilleur potentiel de réduction des risques, au meilleur coût. ▪ Améliorer, le cas échéant, les méthodes d'enquête utilisées par les unités d'enquête des MO à partir des meilleures pratiques à préconiser dans ce domaine. ▪ Identifier les besoins des MO québécois en termes d'échanges d'informations avec les MO du gouvernement fédéral et des autres provinces ainsi que les problématiques devant être corrigées. <p>Membres :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Régie de l'assurance maladie du Québec ▪ Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles ▪ Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ▪ Société de l'assurance automobile du Québec ▪ Régie des rentes du Québec

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Revenu Québec ▪ Ministère de la Santé et des Services sociaux ▪ Ministère de la Sécurité publique ▪ Services Québec (Directeur de l'état civil) ▪ Commission de la santé et de la sécurité du travail <p>Budget : Contribution de Services Québec de 13 500 \$ aux travaux du comité.</p> <p>Nombre de réunions : Services Québec a participé à une rencontre en 2012-2013.</p> <p>Résultats : Le comité de réalisation a mis sur pied quatre groupes de travail : celui sur la présence, celui sur l'identité, celui sur l'échange de renseignements et celui sur les enquêtes. Ces groupes de travail ont posé différents constats et soumis des recommandations au Comité interministériel des hauts dirigeants. Des travaux ont été entrepris en 2011-2012 et se sont poursuivis en 2012-2013 pour mettre en place ces recommandations.</p>
Comité de suivi interministériel de lutte contre l'homophobie, présidé par le Bureau de lutte contre l'homophobie du Ministère de la Justice	<p>Mandat : Veiller à la cohérence et à l'efficacité des actions entreprises par l'ensemble des MO gouvernementaux pour contrer l'homophobie. Ces actions sont prévues notamment au Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie 2011-2016.</p> <p>Membres : Le Comité est formé des représentants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministère de la Justice; ▪ Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ▪ Ministère de la Culture et des Communications; ▪ Ministère de la Famille; ▪ Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale; ▪ Ministère l'Immigration et des Communautés culturelles; ▪ Ministère de la Santé et des Services sociaux; ▪ Ministère de la Sécurité publique; ▪ Ministère du Travail; ▪ Secrétariat à la jeunesse; ▪ Secrétariat aux affaires autochtones; ▪ Services Québec (Directeur de l'état civil.) <p>Budget : Aucun budget n'est alloué pour la participation de Services Québec à ce comité.</p> <p>Nombre de réunions : Deux rencontres ont été tenues en 2012-2013.</p> <p>Résultats : Dans la dernière année, les rencontres du comité ont permis aux membres d'être mieux informés de l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie. Chacun des ministères a été invité à remplir une fiche résultats pour chaque engagement pris. Un bilan de l'état d'avancement des mesures prévues au Plan d'action a ensuite été produit par le ministère de la Justice.</p>

<p>Comité interministériel sur le développement durable, présidé par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs</p>	<p>Mandat : Soutenir et accompagner le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs pour la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable. Pour ce faire, il favorise la concertation et l'harmonisation des diverses interventions menées au sein de l'administration publique québécoise. Le Comité est d'abord un lieu d'échange, d'information et de promotion du développement durable.</p> <p>Participer à la coordination du suivi de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à la production des états d'avancement périodiques ainsi que des rapports de mise en œuvre requis par la Loi sur le développement durable.</p> <p>Membres : 55 ministères et organismes.</p> <p>Budget : Aucun budget spécifique n'est alloué par Services Québec.</p> <p>Nombre de réunions : une en 2012-2013</p>
<p>Forum des dirigeants des grands organismes (ou Forum du G-8), présidé par le président du conseil d'administration et chef de la direction de la Commission de la santé et de la sécurité du travail</p>	<p>Mandat : Échanger sur les dossiers d'intérêt commun et avec les membres de la haute fonction publique sur les priorités gouvernementales et sur la contribution des grands organismes à cet égard. Partager les meilleures pratiques et développer des partenariats lorsque le contexte s'y prête.</p> <p>Membres : Dirigeants de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, de la Société de l'assurance automobile du Québec, de la Régie des rentes du Québec, de la Régie de l'assurance maladie du Québec, de la Commission des normes du travail, Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, de Revenu Québec et de Services Québec.</p> <p>Budget : Aucun budget spécifique n'est alloué par Services Québec.</p> <p>Nombre de réunions : Services Québec a participé à deux rencontres en 2012-2013.</p> <p>Résultats : Résolution de problématiques communes par le partage d'informations et de solutions, notamment sur les enjeux organisationnels et gouvernementaux du domaine des ressources informationnelles.</p>
<p>Organisation de la sécurité civile du Québec, présidée par le coordonnateur gouvernemental en sécurité civile du ministère de la Sécurité publique</p>	<p>Mandat : Soutenir les organisations régionales et municipales de sécurité civile dans le cadre d'interventions de mesures d'urgence et contribuer à différents mandats et dossiers particuliers de gestion du risque.</p> <p>Membres : Coordonnateurs ministériels de la sécurité civile des ministères et des organismes gouvernementaux sollicités par le ministre de la Sécurité publique pour intervenir en situation de sinistre ou dans le cadre de dossiers particuliers de gestion du risque. La coordination de l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) est assumée par le sous-ministre associé de la Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie, qui agit alors à titre de coordonnateur gouvernemental de l'OSCQ.</p>

	<p>Budget : Aucun budget spécifique n'est alloué par Services Québec.</p> <p>Nombre de réunions : Deux rencontres statutaires des coordonnateurs ministériels en 2012-2013 Aucune intervention de l'OSCQ.</p> <p>Résultats : Mise en place d'un groupe de travail sur le matériel en cas de pandémie et contribution d'un membre de Services Québec (trois rencontres); participation à une rencontre spéciale sur le dossier nucléaire consécutivement à la fermeture de la centrale de Gentilly-2.</p>
Organisations régionales de sécurité civile (10), présidées par le ministère de la Sécurité publique	<p>Mandat : Soutenir les organisations municipales de sécurité civile dans le cadre d'interventions de mesures d'urgence et contribuer à différents mandats ou dossiers particuliers de gestion du risque.</p> <p>Membres : Coordonnateurs régionaux des ministères et organismes du gouvernement du Québec de même que certains partenaires fédéraux et privés. La coordination des organisations régionales de sécurité civile (ORSC) est assumée par le directeur régional de la sécurité civile et de la sécurité incendie du ministère de la Sécurité publique, qui agit alors à titre de coordonnateur régional de l'ORSC. Celui-ci veille à ce que les actions des ministères et des organismes répondent aux besoins des autorités responsables de la sécurité civile sur les territoires touchés par un sinistre.</p> <p>Budget : Aucun budget spécifique n'est alloué par Services Québec, hormis les frais de déplacement des coordonnateurs régionaux de la mission « Communication » de Services Québec, dans le cadre des activités régulières ou interventions.</p> <p>Nombre de réunions : Deux réunions statutaires par ORSC (total de 20) en 2012-2013. Soixante rencontres pour des mandats et dossiers particuliers de gestion du risque, pour la préparation et la formation.</p> <p>Résultats : Sept interventions qui ont nécessité la contribution des membres de la mission.</p> <p>Réalisation ou mise à jour des plans d'intervention (par exemple la fermeture des ponts Pierre-Laporte et de Québec), exercices (par exemple « Acier tordu »).</p>
Table des responsables de mission, présidée par le ministère de la Sécurité publique	<p>Mandat : Assurer la planification de la réponse gouvernementale en adoptant une approche tout risque, développer, maintenir à jour et réviser le Plan national de sécurité civile (PNSC), les missions, les plans spécifiques ou tout autre document à la demande de l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ).</p>

	<p>Membres : Responsables des missions et représentants des ministères et organismes gouvernementaux, mandataires et partenaires du PNSC.</p> <p>Budget : Aucun budget spécifique n'est alloué par Services Québec, hormis les frais de déplacement et de séjour de la responsable de mission.</p> <p>Nombre de réunions : Trois en 2012-2013</p>
Forum des dirigeants de l'information, présidé par le Secrétariat du Conseil du trésor	<p>Mandat : Le forum est une instance de concertation établie en application de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement. Il vise à ce que les dirigeants de l'information se donnent une compréhension commune des défis dans ce domaine et qu'ils puissent échanger entre eux.</p> <p>Membres : Le forum regroupe le dirigeant sectoriel de l'information de chacun des 112 ministères et organismes gouvernementaux visés par la Loi de même que les deux dirigeants réseau de l'information (éducation ainsi que santé et services sociaux). C'est le Secrétariat du Conseil du trésor qui fournit la liste des membres, car il est responsable de ce forum.</p> <p>Budget : Aucun budget spécifique n'est alloué par Services Québec.</p> <p>Nombre de réunions : Quatre en 2012-2013</p>
Comité interministériel de normalisation sur l'accessibilité, présidé par le Secrétariat du Conseil du trésor	<p>Mandat : Le mandat initial du comité était d'élaborer des standards gouvernementaux sur l'accessibilité Web. Trois standards ont ainsi été adoptés par le Conseil du trésor le 10 mai 2011. Le mandat actuel consiste à assurer le suivi de la réalisation des travaux de conformité à ces standards dans les sites des ministères et organismes.</p> <p>Membres : Vingt-cinq ministères et organismes gouvernementaux y sont représentés.</p> <p>Budget : Aucun budget spécifique n'est alloué par Services Québec.</p> <p>Nombre de rencontres : Services Québec a participé à une rencontre en 2012-2013.</p>
Cadre gouvernemental en ressources informationnelles – Sous-comité sur la sécurité de l'information, présidé par la Régie de l'assurance maladie du Québec	<p>Mandat : Afin d'assurer la sécurité de l'information ainsi que de maintenir et de rehausser la confiance des citoyens et des entreprises à l'égard de l'administration publique, le sous-comité de travail doit, notamment,</p> <ul style="list-style-type: none"> • identifier les principaux enjeux et risques qui menacent les organisations en matière de sécurité de l'information; • identifier des pistes pour améliorer la sécurité de l'information au sein des organisations; • proposer des moyens pour sensibiliser davantage les organisations à la sécurité de l'information. <p>Membres : Le sous-comité regroupe des représentants du Secrétariat du Conseil du trésor, du Centre des services partagés du Québec, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du ministère de</p>

	<p>l'Éducation, du Loisir et du Sport, du ministère des Ressources naturelles, de Revenu Québec, de la Régie des rentes du Québec, de la Commission de la Santé et de la Sécurité du travail, de la Régie de l'assurance maladie du Québec et de Services Québec.</p> <p>Budget : Aucun budget spécifique n'est alloué par Services Québec.</p> <p>Nombre de réunions : Services Québec a participé à deux rencontres en 2012-2013.</p>
<p>Approche de coopération en réseau pour l'information géographique (ACRIgéo) – Table gouvernementale de coopération en information géographique, présidée par le ministère des Ressources naturelles</p>	<p>Mandat : Faciliter le partenariat entre tous les acteurs concernés, dans toutes les activités touchant l'information géographique, soit l'acquisition, la production, l'utilisation et la diffusion.</p> <p>Membres : Vingt-deux ministères et organismes y sont représentés.</p> <p>Budget : Aucun budget spécifique n'est alloué par Services Québec.</p> <p>Nombre de réunions : Services Québec a participé à deux rencontres au cours de 2012-2013.</p>
<p>Table des conseillers en architecture d'entreprise, présidée par le Secrétariat du Conseil du trésor</p>	<p>Mandat : Il s'agit d'une table d'échanges et de collaboration sur tout sujet en lien avec l'architecture d'affaires et technologique au sein de la communauté gouvernementale.</p> <p>Membres : Un grand nombre de ministères et organismes y participent.</p> <p>Budget : Aucun budget spécifique n'est alloué par Services Québec.</p> <p>Nombre de réunions : Le SCT organise en moyenne six rencontres par année.</p> <p>Résultats : Échanges entre les participants et mise en commun d'information, d'approches et de solutions pouvant être utilisées par d'autres MO.</p>
<p>Groupe de travail et de concertation des ministères et organismes en matière juridico-technologique, présidé par le ministère de la Justice</p>	<p>Mandat : Il s'agit d'une table d'échange et de concertation en matière de droit des technologies de l'information dont les rencontres sont reconnues par le Barreau du Québec et la Chambre des notaires du Québec aux fins de la formation continue obligatoire prévue par la réglementation applicable à ces ordres professionnels.</p> <p>Membres : 21 ministères et organismes</p> <p>Budget : Aucun budget spécifique n'est alloué par Services Québec.</p> <p>Nombre de réunions : Deux rencontres en 2012-2013.</p>
<p>Mise en œuvre du gouvernement ouvert - Équipe projet, présidée par le Secrétariat à la communication gouvernementale</p>	<p>Mandat : Alimenter le comité directeur du projet et produire les divers biens livrables nécessaires à l'implantation des médias sociaux au gouvernement du Québec.</p> <p>Membres : Équipe projet composée de communicateurs gouvernementaux possédant une expertise ou une connaissance particulière concernant les médias sociaux (encadrement, veille, gestion, animation, relations publiques et de presse, etc.) : Services Québec, ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la communication</p>

	<p>gouvernementale), ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministère des Finances et de l'Économie, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère des Transports.</p> <p>Budget : Aucun budget spécifique n'est alloué par Services Québec.</p> <p>Nombre de réunions : Services Québec a participé à quatre rencontres en 2012-2013.</p> <p>Résultats : Rédaction de deux documents déposés le 1^{er} novembre 2012 : la politique interne d'accès et d'utilisation des médias sociaux ainsi que le guide et le schéma type de gestion des commentaires</p>
Comité directeur de mise en œuvre du gouvernement ouvert, présidé par le Secrétariat à la communication gouvernementale	<p>Mandat : Appuyer les travaux du comité de gouvernance sur les volets particuliers liés aux communications gouvernementales et veiller au suivi et à l'implantation des actions dans les directions de communications.</p> <p>Membres : Services Québec, ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la communication gouvernementale), Secrétariat du Conseil du trésor, ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, Régie des rentes du Québec, ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur, Commission de la santé et de la sécurité du travail, ministère des Finances et de l'Économie.</p> <p>Budget : Aucun budget spécifique n'est alloué par Services Québec.</p> <p>Nombre de réunions : Services Québec a participé à trois rencontres en 2012-2013.</p> <p>Résultats : Adoption d'une stratégie de communication à la suite de la mise en ligne du site : www.donnees.gouv.qc.ca.</p> <p>Dépôt d'un document présentant les actions à court terme devant être menées d'ici décembre 2012 (en raison des élections, certaines actions n'ont pas été réalisées, comme la mise en ligne du site www.defis.gouv.qc.ca, qui aurait permis de solliciter les réactions des citoyens et de renforcer sa participation à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des services publics)</p> <p>Consultation des membres en vue de l'élaboration d'une politique cadre sur les médias sociaux au gouvernement du Québec</p>
Table gouvernementale des affaires territoriales (TGAT)	<p>Mandat : La TGAT se veut un lieu privilégié de discussion et d'échanges qui permet aux ministères et organismes d'assurer la cohérence de leurs actions dans l'ensemble des régions et de rechercher la convergence en faveur du développement régional. Cette table sera notamment responsable du suivi des engagements gouvernementaux.</p> <p>Membres : 30 ministères et organismes</p> <p>Budget : Aucun budget spécifique n'est alloué par Services Québec.</p> <p>Nombre de rencontres : Services Québec a participé à deux rencontres en 2012-2013.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPO 02

- Concernant le bureau de la présidence :
 - a) Nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents ;
 - b) la liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre ;
 - c) frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ;
 - d) liste des participants à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

Exposé

M^{me} Guylaine Rioux a été présidente-directrice générale de Services Québec du 1^{er} avril au 7 septembre 2012. M. Pierre E. Rodrigue a été nommé président-directeur général par intérim le 26 septembre 2012.

a et b) Dix-huit réunions de travail du comité de direction (composé d'environ 10 personnes) ont été tenues entre le 1^{er} avril et le 30 novembre 2012. Les frais de ces réunions ont totalisé 3 104 \$.

c) Les frais de déplacement, les frais de voyage, les frais de repas de la présidence totalisent 5 627 \$. Les frais de représentation se chiffrent à 2 322 \$.

d) M^{me} Rioux a participé en avril 2012 au Forum stratégique portant sur les Ressources naturelles et le Plan Nord dont le coût d'inscription était de 500 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPO 03

- Liste des ministères ayant signé une entente avec Services Québec.

Exposé et statistiques

Liste des ministères ayant une entente en cours avec Services Québec.

- Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Ministère de la Famille
- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
- Ministère de la Justice
- Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Ministère des Finances et de l'Économie
- Ministère des Finances et de l'Économie (anciennement le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation)
- Ministère des Finances et de l'Économie (anciennement le ministère du Tourisme)
- Ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur (anciennement le ministère des Relations internationales)
- Ministère des Ressources naturelles (anciennement le ministère des Ressources naturelles et de la Faune)
- Ministère des Transports
- Secrétariat du Conseil du trésor

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RPO 04

- Liste des points de service de Services Québec (et les effectifs pour chacun d'eux demandés par la deuxième opposition).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

65 bureaux sous la bannière de Services Québec				Nombre d'effectifs
01	BAS-SAINT-LAURENT	Rimouski	195B, avenue Léonidas Sud	4
		Matane	750, rue du Phare Ouest, bur. 206	1
		Rivière-du-Loup	310, rue Saint-Pierre, RC 01	2
		Saint-Pascal-de-Kamouraska	395, avenue Chapleau	1
02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	Roberval	Carrefour Le Jeannois, 1221, boul. Marcotte	2
		Saguenay (Jonquière)	Faubourg Sagamie, 2655, boul. du Royaume	5
		Saint-Félicien	1209, boul. Sacré-Cœur	1
03	CAPITALE-NATIONALE	Cap-Santé	185, route 138	1
		Château-Richer	3, rue de la Seigneurie, bur. 102	1
		La Malbaie	304, rue Saint-Étienne, bur. 100	2
		Québec	787, boul. Lebourgneuf	8
12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	Beauceville	111, 107 ^e Rue	1
		Lévis	Les promenades de Lévis, 44, route du Président-Kennedy	3
		Montmagny	25, boul. Taché Ouest, bur. 202	1
		Saint-Georges	11287, 1 ^{re} Avenue Est, bur. 100	2
		Saint-Jean-Port-Joli	442, route de l'Église, bur. 2	1
		Saint-Raphaël	23, avenue Chanoine-Audet	1
		Sainte-Croix	6375, rue Garneau, bur. 101	1
		Thetford Mines	865, rue Labbé	3
04	MAURICIE	La Tuque	290, rue Saint-Joseph, RC	1
		Louiseville	649, boul. Saint-Laurent Est	1
		Sainte-Geneviève-de-Bastiscan	213, rue de l'Église	1
		Trois-Rivières	3225, boul. Saint-Jean	4

05	ESTRIE	Coaticook	29, rue Main Est, bur. 202	1
		Cookshire-Eaton	89, rue du Parc	1
		Lac-Mégantic	3579, boulevard Stearns	1
		Sherbrooke	200, rue Belvédère Nord, RC 02	4
		Stanstead	674, rue Dufferin	2
06	MONTREAL	Montréal	2050, rue De Bleury, RC 10	28
		Montréal (Saint-Léonard)	Carrefour Langelier, 7335, boul. Langelier, C-18	3
07	OUTAOUAIS	Campbell's Bay	30, rue John, RC 01	1
		Gatineau	170, rue de l'Hôtel-de-Ville, RC 120	1
		Papineauville	266, rue Viger, bureau 1	1
08	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	Amos	552, 1 ^{re} Avenue Ouest	2
		Rouyn-Noranda	255, avenue Principale, RC 01	2
		Val-d'Or	1212, 8 ^e Rue	2
09	CÔTE-NORD	Baie-Comeau	625, boul. Laflèche, RC 701	4
		Sept-Îles	280, avenue Arnaud	5
11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	Cap-aux-Meules	224, chemin Principal, bur. 100	3
		Gaspé	Carrefour Gaspé, 39-5, Montée de Sandy Beach	3
		Sainte-Anne-des-Monts	10-A, boul. Sainte-Anne Ouest	2
13	LAVAL	Laval	1796, boul. des Laurentides	4
14	LANAUDIÈRE	Berthierville	550, rue De Montcalm	1
		Joliette	450, rue Saint-Louis, RC 20	2
		L'Assomption	867, boul. L'Ange-Gardien	2
		Sainte-Julienne	2450, rue Victoria	1
15	LAURENTIDES	Mont-Laurier	585, rue Hébert, bur. 200	1
		Saint-Eustache	236, rue Hémond	2
		Saint-Jérôme	Galerias Laurentides, 500, boul. des Laurentides, bur. 1503-C	11
16	MONTÉRÉGIE	Beauharnois	140, rue Saint-Laurent	1
		Bedford	4, rue Adhémar-Cusson	1
		Granby	77, rue Principale, RC 22	3
		Huntingdon	1, rue Dalhousie	1
		La Prairie	455, boul. Taschereau, bur. 200	2
		Lac-Brome	550, chemin Knowlton	1
		Longueuil	174, boul. Sainte-Foy, bur.105	8
		Marieville	500, rue Desjardins	1
		Saint-Hyacinthe	600, avenue Sainte-Anne	1
		Saint-Jean-sur-Richelieu	320, boul. du Séminaire Nord	4
		Sainte-Julie	461, boul. Saint-Joseph, bur. 92	1
		Sainte-Martine	164, rue Saint-Joseph	1

		Salaberry-de-Valleyfield	83, rue Champlain	1
		Vaudreuil-Dorion	2555, rue Dutrisac, RC 17	3
17	CENTRE-DU-QUÉBEC	Drummondville	270, rue Lindsay, RC 16	2
		Nicolet	460, boul. Louis-Fréchette	2
17 Bureaux de la publicité des droits (BPD) qui ne sont pas sous la bannière de Services Québec				Nombre d'effectifs
01	BAS-SAINT-LAURENT	Amqui	27, boul. Saint-Benoît Ouest	1
02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	Alma	725, rue Harvey Ouest, RC 28	2
03	CAPITALE-NATIONALE	Baie-Saint-Paul	4, place de l'Église, bur. 102	1
04	MAURICIE	Shawinigan	212, 6 ^e Rue, bur. 105	1
05	ESTRIE	Richmond	745, rue Gouin, bur. 204	2
07	OUTAOUAIS	Maniwaki	266, rue Notre-Dame, bur. 1.400	3
08	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	Ville-Marie	8, rue Saint-Gabriel Nord, RC 03	1
11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	Carleton	17, rue Lacroix	1
		New Carlisle	87, boul. Gérard-D. -Lévesque	1
		Percé-Chandler	124, route 132	2
12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	Sainte-Hénédine	115, rue Langevin	1
13	LAVAL	Laval	2800, boul. Saint-Martin Ouest, SS 1.03	4
14	LANAUDIÈRE	Joliette	450, rue Saint-Louis, RC 26	1
15	LAURENTIDES	Lachute	505, avenue Bethany, bur. 218	1
16	MONTÉRÉGIE	Saint-Hyacinthe	1150, avenue Sainte-Anne, bur. 200	2
		Sorel-Tracy	46, rue Charlotte, RC 01	1
17	CENTRE-DU-QUÉBEC	Victoriaville	800, boul. des Bois-Francis Sud, RC 01	1
2 bureaux du Directeur de l'état civil (DEC)				
03	QUÉBEC	Québec	2535, boul. Laurier, R.C.	3
06	MONTREAL	Montréal	2050, rue De Bleury, R.C.	9

Demande de renseignements particuliers requis par le Deuxième groupe d'opposition

Services Québec

1. Liste des ministères ayant signé une entente avec Services Québec.
2. Liste des points de services de Services Québec et effectifs pour chacun d'eux.
3. Nombre de « dossiers citoyens » actif en 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP2 01

- Liste des ministères ayant signé une entente avec Services Québec.

Exposé et statistiques

La réponse à cette question se trouve à la demande de renseignements particuliers numéro 3 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP2 02

- Liste des points de service de Services Québec (et les effectifs pour chacun d'eux demandés par la deuxième opposition).

Exposé et statistiques

La réponse à cette question se trouve à la demande de renseignements particuliers numéro 4 de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

SERVICES QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RP2 03

- Nombre de « dossiers citoyens » actifs en 2012-2013

Exposé et statistiques

En date du 30 novembre 2012, 21 699 personnes avaient créé leur dossier citoyen au cours de l'exercice 2012-2013, ce qui porte à 65 187 le total de dossiers citoyens créés depuis la mise en ligne de l'application Mon dossier citoyen, en juin 2010. De ce nombre, 60 260 personnes ont utilisé au moins une fois leur dossier citoyen au cours des 24 derniers mois.